



Yaoundé, le 05 MAI 2026

DIRECTION GENERALE/HEAD OFFICE

05 MAI 2026

**AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 04/ASMI/FEICOM/DG/2026 DU
POUR LA PRE-QUALIFICATION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA
MATURATION DU PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES FRONTALIERES**

I – CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En quête d'émergence à l'horizon 2035, le Cameroun a entre autres, inscrit dans l'ordre de ses priorités, le développement et la mise en valeur de ses zones frontalières. La politique de valorisation des espaces frontaliers se présente comme une réponse appropriée à la perception de territoires frontaux, isolés et peu pris en compte dans les plans et stratégies de développement. La Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 (SND 30) consacre une importance particulière pour la zone frontalière en matière d'aménagement du territoire. Elle ambitionne *de faire des zones frontalières des véritables pôles de développement économique.*

En effet, la configuration géographique de la ligne frontalière camerounaise, constituée de 97 Communes frontalières, montre des aspérités assez diversifiées. On distingue notamment les communes frontalières à délimitation maritime partielle ou totale, qui se regroupent le long de la Frontière nigériane au Nord et la frontière équato-guinéenne au Sud. Les Communes frontalières continentales sont les plus représentées dans l'espace frontalier camerounais. Elles occupent notamment les zones de forêt tropicale (Est, Sud, Sud-Ouest), la zone des hauts plateaux (Nord-Ouest), les zones soudano-sahéliennes (Nord, Extrême-Nord) et les zones de hautes savanes (Adamaoua, Est).

Comme toutes les autres Communes camerounaises, celles-ci se caractérisent par un déficit accru en offre de services sociaux de base et se distinguent par une forte proportion de ressortissants des pays voisins.

Dans sa démarche d'intervention, le FEICOM en tant qu'instrument du gouvernement pour l'accompagnement des CTD dans leurs projets de développement local a mis sur pied plusieurs Programmes et Guichets de financement. Toutefois, l'ensemble des programmes sus évoqués sont orientés principalement vers l'atténuation des menaces auxquelles sont confrontées les communes frontalières. Or, il apparait que les opportunités dont disposent les communes frontalières ne sont pas suffisamment saisies.

A titre d'illustration, le Cameroun partage une frontière de 1700 km avec le Nigeria, première puissance économique et démographique du continent. Pour autant, le potentiel des échanges commerciaux entre les deux pays n'est valorisé qu'au dixième et est davantage en faveur de l'Etat Fédéral du Nigéria. En outre, les Communes situées sur la ligne frontalière avec le Nigéria constituent également la limite entre deux grands espaces économiques à savoir la CEDAO et la CEMAC, d'où l'intérêt de les accompagner dans la saisine des opportunités qui découlent de cette position par une expertise maîtrisant les enjeux et dynamiques socio-économiques de la CEMAC.

Sur la base de l'état des lieux du développement des communes frontalières, des constats y afférents et de la matrice de priorisation des problèmes, les principales difficultés auxquelles sont confrontées ces institutions ont été identifiées. Il en ressort que le problème central des communes frontalières est **la faible capacité à rendre leur territoire attractif**. Ce problème principal se décline en plusieurs problèmes secondaires à savoir :

- L'inadaptation organisationnelle des communes frontalières à saisir les opportunités de leurs territoires ;
- Le faible accompagnement des échanges économiques transfrontaliers/frontaliers par les communes frontalières ;

- L'insuffisance des infrastructures socio-économiques transfrontalières compétitives.

Pour y faire face, le FEICOM a élaboré le Programme d'Appui au Développement des Communes Frontalières (PRADEF) dont la vision est de « **Contribuer à faire de la commune frontalière la vitrine du Cameroun** ». A travers le renforcement des capacités desdites communes à rendre leurs territoires attractifs.

Le Programme qui prend en compte les 96 communes frontalières du pays, comprend 03 composantes opérationnelles à savoir :

- **Composante n°1** : renforcer les capacités organisationnelles des communes frontalières à remplir de manière optimale leurs fonctions de représentation nationale, de transit des personnes et des biens dans le cadre des échanges transfrontaliers ;
- **Composante n° 2** : accompagner les communes frontalières à assurer la compétitivité de leurs territoires dans les échanges économiques transfrontaliers ;
- **Composante n°3** : doter les communes frontalières en équipements et infrastructures socioéconomiques transfrontalières.

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), en vue d'**opérationnaliser le Programme d'Appui au Développement des Communes Frontalières PRADEF**, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un Consultant Individuel qui désire participer à la pré-qualification pour la prestation indiquée ci-dessous, sur financement du Budget de Fonctionnement des Exercices 2026 et suivant du FEICOM.

1- Objet :

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification d'un Consultant Individuel, devant conduire la maturation du Programme d'Appui au Développement des Communes Frontalières (PRADEF).

Les Consultants intéressés par les prestations sus mentionnées, devront avoir des références avérées dans le domaine de l'économie territoriale, l'élaboration et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes de développement.

2- Participation et origine :

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est réservé aux Consultants de nationalité camerounaise, installés au Cameroun. Par ailleurs, les candidats doivent fournir toutes les informations justifiant leurs qualifications et références dans les prestations analogues, ainsi que les documents appropriés attestant de leur expérience dans ce domaine.

3. Durée de la mission

La présente mission devra être exécutée dans un délai de huit (08) mois. Ces délais sont automatiquement suspendus durant les phases de validation des livrables.

Des ordres de service seront notifiés par l'Ingénieur du Marché à la fin de chaque période. Les rapports provisoires seront produits et validés dans les sept (07) jours suivant la réception et le rapport final dans les quatorze (14) jours maximum

4. Nature des prestations :

Les prestations consistent notamment en l'/la :

- Elaboration de la méthodologie et des outils de sélection des Communes ;
- Réalisation des études de base (diagnostic territorial) dans les Communes de la phase pilote en vue de modéliser le suivi/évaluation ;
- Elaboration de la boîte à outils du programme ;
- Contribution à l'organisation des tables rondes de bailleurs.

L'identification et la saisine des potentiels bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers sont de sa responsabilité. Le FEICOM prend en charge les frais d'organisation des tables rondes qui doivent exclusivement se tenir au Cameroun. Les rapports des diverses sessions de tables rondes sont rédigés par l'adjudicataire et communiqués au Maître d'Ouvrage au fur et à mesure de leur tenue.

5- Objectif : les objectifs sont définis à partir d'un échantillon composé de vingt (20) Communes ;

Opérationnaliser le Programme d'Appui au Développement des Communes Frontalières

Objectifs spécifiques : ces objectifs sont définis à partir d'un échantillon composé de vingt (20) Communes ;

- Elaborer les outils de planification ;

- Elaborer les outils de gestion ;
- Elaborer les outils de suivi/évaluation ;
- Organiser des tables rondes de bailleurs.

6. Livrables attendus

- Outils de planification ;
- Outils de gestion ;
- Outils de suivi/évaluation ;
- Convention de partenariat avec des partenaires financiers

7-Financement :

La présente prestation est supportée par le budget de fonctionnement du FEICOM, Exercices 2026 et suivant sur la ligne budgétaire « honoraires versés ».

8- Critères de qualification :

Les critères de qualification sont éliminatoires et essentiels.

8.1 Critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif resté non-conforme 48 heures après l'ouverture du pli ;
- b) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- c) Absence de présentation d'au moins deux références relatives à l'élaboration ou l'évaluation des projets communautaires dans la sous-région CEMAC excepté le Cameroun ;
- d) Note technique inférieure à 75 points sur 100.

8.2 Critères essentiels :

- a) Présentation Générale de l'Offre ;
- b) Compréhension de la mission ;
- c) Profil du Consultant ;
- d) Références du Consultant ;
- e) Méthodologie d'intervention et Planning d'exécution ;
- f) Les moyens matériels (ordinateur portable, imprimante, copieur).

9- Dossier de candidature :

Les candidats désireux de répondre au présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, devront fournir les pièces ci-après en un seul volume constitué de deux enveloppes distinctes (dossier administratif et dossier technique).

9.1 Première partie (Dossier Administratif)

La première partie comprendra les documents administratifs, en originaux et en copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice budgétaire 2026 :

- a) une lettre de manifestation d'intérêt timbrée, datée et signée du candidat ;
- b) l'attestation de conformité fiscale timbrée ;
- c) un certificat de non exclusion des marchés publics délivré par l'ARMP ;
- d) une attestation d'immatriculation timbrée ;
- e) une déclaration sur l'honneur de non –abandon d'une mission signée et datée du Consultant ;
- f) une attestation pour soumission délivrée par la CNPS ;
- g) un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la Commune du lieu d'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit ;
- h) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque ou un établissement financier agréé par le Ministre des Finances ;

NB : Il est précisé que chaque soumissionnaire dispose de 48 heures pour compléter son dossier administratif. Passé ce délai, l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera le rejet pur et simple de la candidature.

9.2 Deuxième partie (Dossier Technique)

Le dossier technique devra comprendre :

- a) La compréhension de la mission (au moins deux observations et suggestions) ;
- b) Le consultant doit être titulaire d'au moins un Master 2 en Management des Projets et Programmes depuis au moins 5ans, spécialiste en étude d'Impact Environnemental et social et Management des risques depuis au moins 10 ans. Ces déclarations doivent être attestées par un CV signé et daté du Consultant ;

- c) Le consultant doit avoir participé à au moins une mission d'aménagement du territoire en lien avec la gestion des flux migratoires (lettre-commande ou contrat) ;
- d) Cinq lettres-commandes ou contrats relatifs aux études réalisées au cours des trois dernières années (2023, 2024,2025) d'un montant cumulé d'au moins cent millions de francs CFA (100 000 000 FCFA) ;
- e) Le consultant doit avoir conduit ou participé à au moins deux missions d'évaluation finale des projets communautaires ;
- f) Le consultant doit avoir conduit ou participé à l'élaboration des outils de planification et de gestion des projets ou programmes au cours de la période 2022-2025 ;
- g) Le consultant doit présenter au moins deux références de mission d'élaboration ou d'évaluation des projets communautaires d'accomplies dans les autres pays de la sous-région ;
- h) Les copies conformes des deux derniers diplômes les plus élevés dûment légalisés accompagnées de l'attestation de présentation de l'original desdits diplômes dûment signés ;
- i) Méthodologie d'intervention et planning d'exécution ;
- j) Le consultant doit produire des factures justifiant de son droit de propriété sur les moyens matériels (ordinateur portable, imprimante et copieur)

NB : une référence n'est acceptée que si elle est justifiée par les première et dernière pages du contrat ou de la lettre-commande, la page de consistance de la prestation, les copies de procès-verbaux signées ou d'attestation de bonne fin d'exécution.

10. grille d'évaluation

N°	Critères	Points		
1.	Présentation Générale de l'Offre			04 pts
	Respect de l'ordre des pièces	1pt		
	Présence d'Intercalaires de couleur	1pt		
	Respect de la pagination	1 pt		
	Lisibilité	1 pt		
2.	Compréhension de la mission			05 pts
	Compréhension de la mission (au moins 2 observations et suggestions) - Bonne compréhension (05 pts) - Compréhension Moyenne (2.5 pts) - Faible compréhension (01 Pt)			
3.	Profil du Consultant			25pts
	Qualifications du candidat	10pts		
	- Qualification principale au moins Master 2 en Management des Projets et Programmes depuis au moins 05 ans ;			
	- Diplôme d'Ingénierie en étude d'Impact Environnemental et social depuis au moins 10 ans ;	7,5pts		
- Diplôme d'Ingénierie en Management des risques environnementaux depuis au moins 10 ans.	7,5pts			
4.	Références du Consultant			45pts
	Expériences professionnelles/références acquises :			
	Au moins une mission d'aménagement du territoire en lien avec la gestion des flux migratoires (lettre-commande ou contrat) ;	5pts		
	Cinq lettres-commandes ou contrats relatifs aux études réalisées au cours des trois dernières années (2023, 2024,2025) d'un montant cumulé d'au moins cent millions de francs CFA (100 000 000 FCFA) ;	20pts		
	Au moins deux missions d'évaluation finale des projets communautaires ;	5pts		

	Au moins deux missions d'élaboration d'outils de planification et de gestion des projets ou programmes au cours de la période 2022-2025.	15 pts	
5.	Méthodologie d'intervention et chronogramme des activités		18 pts
	Méthodologie d'intervention conforme à la compréhension : - Bonne (10 pts) - Moyenne (5 pts) - Faible (02 Pts)	10 pts	
	Planning d'exécution conforme à la méthodologie : - Bonne (08 pts) - Moyenne (4 pts) - Faible (02 Pts)	08 pts	
6.	Moyens matériels		3pts
	-ordinateur	1 pt	
	-imprimante	1pt	
	- copieur	1pt	
Total des points		100	

Dépôt des dossiers

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **09 Juin 2026** à 09 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 04 /ASMI/FEICOM/DG/2026 DU 02 5 MAI 2026 POUR LA PRE-QUALIFICATION D'UN CONSULTANT, CHARGE DE LA MATURATION DU PROGRAMME DU FEICOM POUR LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL ET DURABLE.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Fait à Yaoundé, le **02 5 MAI 2026**

**Le Directeur Général,
Maître d'Ouvrage**

Ampliations :

- MINMAP ATCR ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- CIPM;
- AFFICHAGE (pour information) ;
- CHRONOS/ARCHIVES.



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

FONDS SPÉCIAL D'ÉQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE / SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

B.P. / P.O. Box. : 718 Yaoundé, Cameroun. – FEICOM, 381, Rue 4.565 MIMBOMAN Yaoundé 4^{ème}
Tél. (237) 222 23 51 64 / (237) 222 22 27 28 - Fax. (237) 222 23 17 59

Web: www.feicom.cm / Email : feicom@feicom.cm

Certifié ISO 9001 / 14001/45001

NIU : M127400008134G



Yaoundé, le 12.5 MAI 2026

DIRECTION GENERALE / HEAD OFFICE



NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. ~~04~~ / ASMII/FEICOM/DG/2026 of
12.5 MAI 2026 FOR THE PRE-QUALIFICATION OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT
RESPONSIBLE FOR THE DEVELOPMENT OF THE SUPPORT PROGRAM FOR THE
DEVELOPMENT OF BORDER COMMUNITIES

1. CONTEXT AND JUSTIFICATION

In its quest for emergence by 2035, Cameroon has, among other things, prioritized the development and enhancement of its border areas. The policy of developing border regions is presented as an appropriate response to the perception of these territories as isolated and largely overlooked in development plans and strategies. The National Development Strategy 2020-2030 (SND 30) places particular emphasis on border areas in terms of spatial planning. It aims to transform border areas into genuine hubs of economic development.

Indeed, the geographical configuration of Cameroon's border, comprised of 97 border communes, exhibits a diverse range of characteristics. Notably, border communes with partial or total maritime delimitation are clustered along the Nigerian border to the north and the Equatorial Guinean border to the south. Continental border communes are the most prevalent in Cameroon's border region. They occupy, in particular, tropical forest areas (East, South, Southwest), the highlands (Northwest), the Sudanian-Sahelian zones (North, Far North), and the high savannah areas (Adamawa, East).

Like all other Cameroonian municipalities, these are characterized by a significant deficit in the provision of basic social services and are distinguished by a high proportion of residents from neighboring countries.

In its intervention strategy, FEICOM, as a government instrument for supporting local and regional authorities in their local development projects, has established several programs and funding windows. However, all of the aforementioned programs are primarily geared towards mitigating the threats faced by border municipalities. Yet, it appears that the opportunities available to these border municipalities are not being sufficiently exploited.

For example, Cameroon shares a 1,700 km border with Nigeria, the continent's leading economic and demographic power. However, the potential for trade between the two countries is only realized at one-tenth of its potential and is largely in favor of the Federal State of Nigeria. Furthermore, the municipalities located along the border with Nigeria also form the boundary between two major economic blocs, namely ECOWAS and CEMAC. Therefore, it is crucial to support them in seizing the opportunities arising from this location by providing expertise that understands the socio-economic challenges and dynamics of CEMAC

Based on the assessment of the development of border municipalities, the related observations, and the problem prioritization matrix, the main difficulties facing these institutions have been identified. It emerges that the central problem of border municipalities is their limited capacity to make their territory attractive. This main problem breaks down into several secondary problems, namely:

- The organizational inadequacy of border municipalities to seize the opportunities within their territories;
- The limited support provided by border municipalities for cross-border/border economic exchanges;
- The inadequacy of competitive cross-border socio-economic infrastructure.

To address this, FEICOM has developed the Border Municipalities Development Support Program (PRADEF), whose vision is to "contribute to making border municipalities the showcase of Cameroon." This is achieved through capacity building for these municipalities to make their territories more attractive.

The Program, which covers the country's 96 border municipalities, comprises three operational components:

• **Component 1:** Strengthen the organizational capacities of border municipalities to optimally fulfill their functions of national representation and the transit of people and goods within the framework of cross-border trade;

• **Component 2:** Support border municipalities in ensuring the competitiveness of their territories in cross-border economic exchanges;

• **Component 3:** Equip border municipalities with cross-border socio-economic facilities and infrastructure.

The Director General of the Special Fund for Intercommunal Equipment and Intervention (FEICOM), with a view to operationalizing the Support Program for the Development of Border Municipalities (PRADEF), is launching a Request for Expressions of Interest for the recruitment of an individual consultant who wishes to

participate in the pre-qualification process for the service indicated below, funded by the FEICOM operating budget for fiscal years 2026 and subsequent years.

1. Object:

This Request for Expressions of Interest aims to pre-qualify an individual consultant to lead the development of the Support Program for the Development of Border Municipalities (PRADEF).

Consultants interested in the aforementioned services must have proven experience in the field of territorial economics, and in the development and monitoring and evaluation of development programs.

2. Participation and Origin:

This Call for Expressions of Interest is open only to consultants of Cameroonian nationality, based in Cameroon. Furthermore, candidates must provide all information justifying their qualifications and references in similar services, as well as appropriate documents attesting to their experience in this field.

3 Mission Duration

This assignment must be completed within eight (8) months. This timeframe is automatically suspended during the deliverable validation phases.

Service orders will be issued by the Project Engineer at the end of each period. Draft reports will be produced and validated within seven (7) days of receipt, and the final report within a maximum of fourteen (14) days.

4 Nature of Services

The services include, in particular:

- Development of the methodology and tools for selecting municipalities;
- Conducting baseline studies (territorial assessment) in the municipalities of the pilot phase in order to model the monitoring and evaluation;
- Development of the program toolkit;
- Contributing to the organization of donor roundtables.

Identifying and contacting potential donors and technical and financial partners is its responsibility. FEICOM covers the costs of organizing the roundtables, which must be held exclusively in Cameroon. Reports from the various roundtable sessions are prepared by the contractor and submitted to the Project Owner as they take place.

5. Objectif: The objectives are defined on the basis of a sample of twenty (20) municipalities

Operationalizing the Support Program for the Development of Border Municipalities

Specific objectives: The objectives are defined on the basis of a sample of twenty (20) municipalities

- Develop planning tools;
- Develop management tools;
- Develop monitoring and evaluation tools;
- Organize donor roundtables.

6. Expected Deliverables

Planning tools;

- Management tools;
- Monitoring/evaluation tools;
- Partnership agreement with financial partners.

7. Financing

This service is supported by the FEICOM operating budget, Financial years 2026 and following, under the budget line "fees paid".

8. Qualification and evaluation criteria

The qualification criteria are eliminatory and essential

8.1 Disqualifying Criteria

- a) Administrative file remaining non-compliant 48 hours after the envelope was opened;
- b) False declaration or falsified document;
- c) Failure to submit at least two references relating to the development or evaluation of community projects in the CEMAC sub-region, excluding Cameroon;
- d) Technical score below 75 out of 100.

8.2 Essential Criteria

- a) General Presentation of the Offer;
- b) Understanding of the Mission;
- c) Consultant Profile;
- d) Consultant References;
- e) Intervention Methodology and Execution Plan;
- f) Equipment (laptop, printer, copying machine).

9. Application file:

Candidates wishing to respond to this Request for Expressions of Interest must provide the following documents in a single volume consisting of two separate envelopes (administrative file and technical file).

Administrative file requirements:

9.1 First part (administrative file)

The first part will include administrative documents, in original and certified copies, dated less than three (03) months and valid for the 2026 budget year:

- a) A stamped, dated, and signed letter of expression of interest from the candidate;
- b) A stamped tax compliance certificate;
- c) A certificate of non-exclusion from public procurement issued by the ARMP;
- d) A stamped registration certificate;
- e) A signed and dated declaration of honor from the Consultant stating that they will not abandon any assignment;
- f) A certificate for submission issued by the CNPS;
- g) A signed location plan specifying the municipality of the establishment, the name of the neighborhood, and the locality;
- h) A bank account statement for the bidder, issued by a bank or financial institution approved by the Minister of Finance;

NB: Each bidder has 48 hours to complete their administrative file. After this deadline, the absence or invalidity of any of the above documents will result in the outright rejection of the application.

9.2 Part Two (Technical File)

The technical dossier must include:

- a) An understanding of the assignment (at least two observations and suggestions);
- b) The consultant must hold at least a Master's degree (Master 2) in Project and Program Management, obtained at least five years prior, and have specialized experience in Environmental and Social Impact Assessment and Risk Management for at least ten years. These qualifications must be supported by a signed and dated CV from the consultant;
- c) The consultant must have participated in at least one land-use planning assignment related to migration management (letter of request or contract);
- d) Five letters of request or contracts related to studies conducted over the past three years (2023, 2024, 2025) with a cumulative value of at least one hundred million CFA francs (100,000,000 FCFA);

- e) The consultant must have conducted or participated in at least two final evaluation missions of community projects;
- f) The consultant must have led or participated in the development of project or program planning and management tools during the period 2022-2025;
- g) The consultant must provide at least two references for assignments involving the development or evaluation of community projects carried out in other countries of the sub-region;
- h) Certified copies of the two most recent and highest degrees, duly legalized, accompanied by a signed attestation confirming presentation of the original degrees;
- i) Intervention methodology and implementation plan;
- j) The consultant must provide invoices proving ownership of the equipment (laptop, printer, and copying machine).

NB: a reference is only accepted if it is justified by the first and last pages of the contract or the order letter, the page of consistency of the service, copies of signed minutes or certificate of satisfactory completion.

N°	Criteria	Points		
1.	General Presentation of the offer			04 pts
	Compliance with the order of documents	1pt		
	Insertion of colorful dividers	1pt		
	Respect for the pagination	1 pt		
	Readability	1 pt		
2.	Mission Comprehension			05 pts
	Mission comprehension (at least 2 observations and suggestions) - Good comprehension (5 points) - Average comprehension (2.5 points) - Poor comprehension (1 point)			
3.	Consultant's Profile			25pts
	Candidate's Qualifications: - Main qualification at least Master 2 in Project and Program Management for at least 05 years;	10pts		
	- Engineering degree in Environmental and Social Impact Assessment, obtained at least 10 years ago;	7,5pts		
	- Engineering degree in Environmental Risk Management, obtained at least 10 years ago.	7,5pts		
4.	Consultant's References			45pts
	Professional experience /Acquired References :			
	At least one land-use planning mission related to the management of migration flows (letter of request or contract);	5pts		
	Five letters of intent or contracts relating to studies carried out during the last three years (2023, 2024, 2025) with a cumulative amount of at least one hundred million CFA francs (100,000,000 FCFA);	20pts		
	At least two final evaluation missions of community projects;	5pts		
	At least two missions to develop planning and management tools for projects or programs during the period 2022-2025.	15 pts		
5.	Intervention Methodology and activity timeline			18 pts
	Intervention methodology consistent with understanding: - Good (10 pts)	10 pts		

	- Fair (5 pts) - Low (02 Pts)		
	Execution plan in accordance with the methodology: - Good (08 pts) - Fair (4 pts) - Low (02 Pts)	08 pts	
6.	Material Means		3pts
	-computer	1 pt	
	-printer	1pt	
	- Copying machine	1pt	
	Total des points		100

8. Submission of files:

"Each offer, drafted in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **09 JUN 2026** at exactly 09:00 a.m. A backup copy of the offer, saved on a USB key or CD/DVD, must also be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy,' together with the consultation references indicated below, within the prescribed deadline.

NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. 04/ASMI/FEICOM/DG/2026 of **05 MAI 2026 FOR THE PRE-QUALIFICATION OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT RESPONSIBLE FOR THE DEVELOPMENT OF THE SUPPORT PROGRAM FOR THE DEVELOPMENT OF BORDER COMMUNITIES**

"To be opened only during the bid opening session"

NB: File size and format

The maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall ensure the use of compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be transmitted.

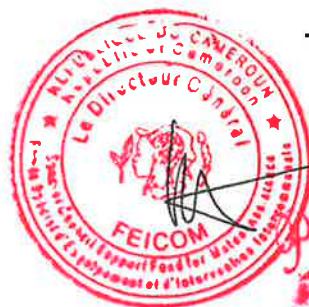
9- Address for submitting applications and additional information:

FEICOM GENERAL MANAGEMENT Financial Resources Mobilization, Expenditure, and Accounting Department (Procurement and Supply Division), Door 11, Post 217 Mimboman District PO Box 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.565, Mimboman Yde 4ème Cameroon Tel (237) 222 23 51 64 - Fax (237) 222 23 17 59

Done at Yaounde, the **05 MAI 2026**
The General Manager of FEICOM,

Copies to :

- MINMAP ;
- ARMP (for publication and archiving) ;
- DISPLAY (for information) ;
- Chronos/Archives.



Philippe Camille Akoa
REGISTRAT HORS-HIERARCHIE